

Envoyé en préfecture le 30/01/2026

Reçu en préfecture le 30/01/2026

Publié le

ID : 064-200030641-20260121-01\_2026-BF

S<sup>2</sup>LOW



## NOTE BREVE ET SYNTHETIQUE

## COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

**Note brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles du Syndicat, jointe au compte financier unique 2025**

---

Loi NOTRe (n°2015.991 du 6 août 2015, article 107)

---

**Le Président**


**Michel CAPERAN**

## SOMMAIRE

<b>1- CONTEXTE.....</b>	<b>3</b>
1.1- CONTEXTE REGLEMENTAIRE .....	3
1.2- STATUTS DU SMBGP.....	3
<b>2- RESULTATS 2025 .....</b>	<b>4</b>
<b>3- SECTION DE FONCTIONNEMENT .....</b>	<b>5</b>
3.1- LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2025 .....	5
3.2- LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2025 .....	8
<b>4- SECTION D'INVESTISSEMENT .....</b>	<b>10</b>
4.1- LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT 2025.....	10
4.2- LES RECETTES D'INVESTISSEMENT 2025 .....	13
<b>5- STRUCTURE ET GESTION DE LA DETTE .....</b>	<b>15</b>
<b>6- AGREGATS FINANCIERS ET RATIOS LEGAUX.....</b>	<b>16</b>
<b>7- EFFECTIFS DE LA COLLECTIVITE ET CHARGES DE PERSONNEL.....</b>	<b>17</b>
<b>8- SYNTHESE.....</b>	<b>18</b>

### Liste des tableaux :

Tableau 1 : Rappel des crédits inscrits au budget 2025 .....	4
Tableau 2 : Résultats 2025 .....	4
Tableau 3 : Dépenses de fonctionnement 2025 par chapitre.....	5
Tableau 4 : Dépenses de travaux imputés au 615232 .....	6
Tableau 5 : Dépenses d'études imputées au 617.....	7
Tableau 6 : Recettes de fonctionnement 2025 par chapitre.....	8
Tableau 7 : Dépenses d'investissement 2025 par chapitre.....	10
Tableau 8 : Etudes d'investissement 2025 imputées au chapitre 20.....	11
Tableau 9 : Recettes d'investissement 2025 par chapitres.....	13
Tableau 10 : Perspectives d'évolution du besoin de financement annuel .....	15

### Liste des figures :

Figure 1 : Décomposition du réalisé au « chapitre 011 » .....	6
Figure 2 : Dépenses de fonctionnement 2025 par grandes catégories .....	8
Figure 3 : Recettes de fonctionnement 2025 par grandes catégories .....	9
Figure 4 : Dépenses d'investissement 2025 par grandes catégories .....	12
Figure 5 : Recettes d'investissement 2025 par grandes catégories .....	14
Figure 6 : Evolution 2024/2025 des programmes de travaux.....	18
Figure 7 : Evolution 2023/2024 des programmes d'études .....	18

# 1- Contexte

## 1.1- Contexte règlementaire

En application de l'article L.5211-36 du code général des collectivités territoriales, le Syndicat mixte du bassin du gave de Pau (SMBGP) doit joindre au compte financier unique une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles, afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

Le document suivant a pour objectif de répondre à ces dispositions législatives ; il est joint au compte financier unique 2025, transmis au représentant de l'Etat. Il est mis en ligne sur le site internet du SMBGP.

## 1.2- Statuts du SMBGP

Le Syndicat mixte du bassin du gave de Pau (SMBGP) est un syndicat à la carte avec des compétences obligatoires et facultatives. Il intervient pour le compte de ses 8 EPCI-FP membres (Communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées, Communauté de communes Lacq-Orthez, Communauté de communes du Pays de Nay, Communauté de communes du Nord Est Béarn, Communauté de communes du Haut Béarn, Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans, Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées et Communauté de communes du Béarn des Gaves).

Ses compétences obligatoires qui constituent la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) sont les suivantes (items 1°, 2°, 5° et 8° de l'article L.211-7 du code de l'environnement) :

- aménagement de bassin ou de fraction de bassin hydrographique
- entretien et aménagement de cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau
- défense contre les inondations et contre la mer
- protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

Ses compétences facultatives sont :

- item 11° de l'article L.211-7 du code de l'environnement : mise en place et exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques (stations de mesures, bancarisation des données, observatoire hydrologique, etc.)
- item 12° de l'article L.211-7 du code de l'environnement : animation et concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique (SLGRI, PAPI...)

Le SMBGP est également habilité à réaliser des prestations de services et des opérations de mandat pour le compte de tiers pour toute opération en lien avec la gestion des cours d'eau et leurs milieux associés.

## 2- Résultats 2025

Pour mémoire, les crédits inscrits au budget 2025 étaient les suivants :

*Tableau 1 : Rappel des crédits inscrits au budget 2025*

SECTION	DEPENSES	RECETTES
Fonctionnement	6 733 976,88 €	6 733 976,88 €
Investissement	2 478 333,37 €	2 478 333,37 €

L'exécution du budget 2025 fait apparaître les résultats suivants :

*Tableau 2 : Résultats 2025*

SECTION	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
Fonctionnement	3 257 747,40 €	3 358 368,29 €	100 620,89 €
Investissement	752 000,26 €	1 010 396,33 €	258 396,07 €
Excédent de fonctionnement reporté de N-1			4 421 957,84 €
Excédent d'investissement reporté de N-1			120 373,97 €
Résultat de clôture de l'exercice 2025 – Fonctionnement			4 522 578,73 €
Résultat de clôture de l'exercice 2025 – Investissement			378 770,04 €
Résultat de clôture de l'exercice 2025			<b>4 901 348,77 €</b>

La répartition des principales recettes et dépenses des deux sections est détaillée dans les paragraphes suivants.

### 3- Section de fonctionnement

#### 3.1- Les dépenses de fonctionnement 2025

Le Tableau 3 présente l'exécution des dépenses de la section de fonctionnement par chapitres budgétaires :

*Tableau 3 : Dépenses de fonctionnement 2025 par chapitre*

Chapitres	Budget 2025 (pour mémoire)	Réalisé		
		Mandats émis	Charges rattachées	Total
011 - Charges à caractère général	4 993 297,31 €	2 056 520,69 €	417 688,67 €	2 474 209,36 €
012 - Charges de personnel et frais assimilés	560 000,00€	559 368,21 €		559 368,21 €
65 - Autres charges de gestion courante	93 402,00€	91 695,30 €		91 695,30 €
66 – Charges financières	13 355,75 €	11 874,30 €		11 874,30 €
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>5 660 055,06 €</b>	<b>2 719 458,50 €</b>	<b>417 688,67 €</b>	<b>3 137 147,17 €</b>
023 - Virement à la section d'investissement	953 321,23 €			
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	120 600,23 €	120 600,23 €		120 600,23 €
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>	<b>1 073 921,82 €</b>	<b>120 600,23 €</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>6 733 976,88 €</b>	<b>2 840 058,73 €</b>	<b>417 688,67 €</b>	<b>3 257 747,40 €</b>

- Les charges à caractère général (chapitre 011) représentent 78,9 % des dépenses réelles de fonctionnement réalisées. Elles se décomposent conformément à la Figure 1.

- S'agissant des travaux imputés en section de fonctionnement, les dépenses effectuées par opération sont présentées dans le Tableau 4

Les charges rattachées correspondent à des devis engagés en 2025 et non mandatés à la clôture de l'exercice. L'ensemble de ces devis sera mandaté en début d'exercice 2026.

## DECOMPOSITION DU REALISE AU "CHAPITRE 011"

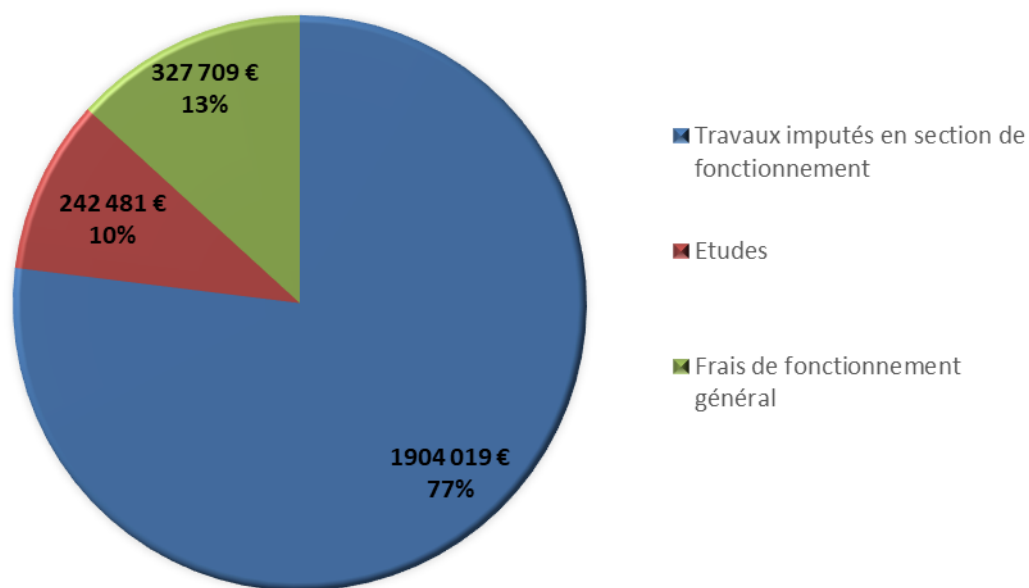


Figure 1 : Décomposition du réalisé au « chapitre 011 »

Tableau 4 : Dépenses de travaux imputés au 615232

Libellé des travaux imputés au 615232	Montant prévu au budget 2025	Dépenses réalisées	Charges rattachées	Total
Programme 2025 Geule Henx Clamondé	90 000,00 €	79 104,40 €	45 665,05 €	124 769,45 €
Programme 2025 Ousse	70 000,00 €	72 386,36 €		72 386,36 €
Programme 2025 Baïse et Luzoué	80 000,00 €	16 362,54 €	59 407,44 €	75 769,98 €
Programme 2025 Agle et Aulouze	90 000,00 €	49 441,24 €	17 654,94 €	67 096,18 €
Programme 2025 Beez Ouzom	95 000,00 €	7 561,12 €	31 530,17 €	39 091,29 €
Programme 2025 Lagoin Mouscle	85 000,00 €	38 285,41 €		38 285,41 €
Programme 2025 Neez Soust	90 000,00 €	22 087,19 €	77 150,11 €	99 237,30 €
Programme 2025 Juscle Hies	80 000,00 €	59 435,02 €	10 294,90 €	69 729,92 €
Programme 2025 Luz Gest	70 000,00 €	71 256,45 €		71 256,45 €
Programme 2025 affluents gave aval	100 000,00 €	92 709,68 €	3 231,89 €	95 941,57 €
Programme 2025 Laa Geu	70 000,00 €	10 666,33 €	31 293,40 €	41 959,73 €
Programme 2024 affluents		3 400,00 €		3 400,00 €
Programme 2024 gave de Pau		- 7 294,02 €		- 7294,02 €
Entretien et végétation génie civil ouvrages 2025	222 000,00 €	217 341,58 €	38 080,16 €	255 421,74 €
Programme 2025 gave de Pau	400 000,00 €	362 223,47 €	101 362,87 €	463 586,34 €

Libellé des travaux imputés au 615232	Montant prévu au budget 2025	Dépenses réalisées	Charges rattachées	Total
Travaux Luzoué	287 171,99 €	288 549,59 €		288 549,59 €
Travaux Loulié	200 000,00 €	102 712,70 €	2 017,74 €	104 730,44 €
Sans affectation	1 076 287,49 €			101,67 €
<b>TOTAL</b>	<b>3 105 459,48 €</b>	<b>1 486 229,06 €</b>	<b>417 688,67 €</b>	<b>1 904 019,40 €</b>

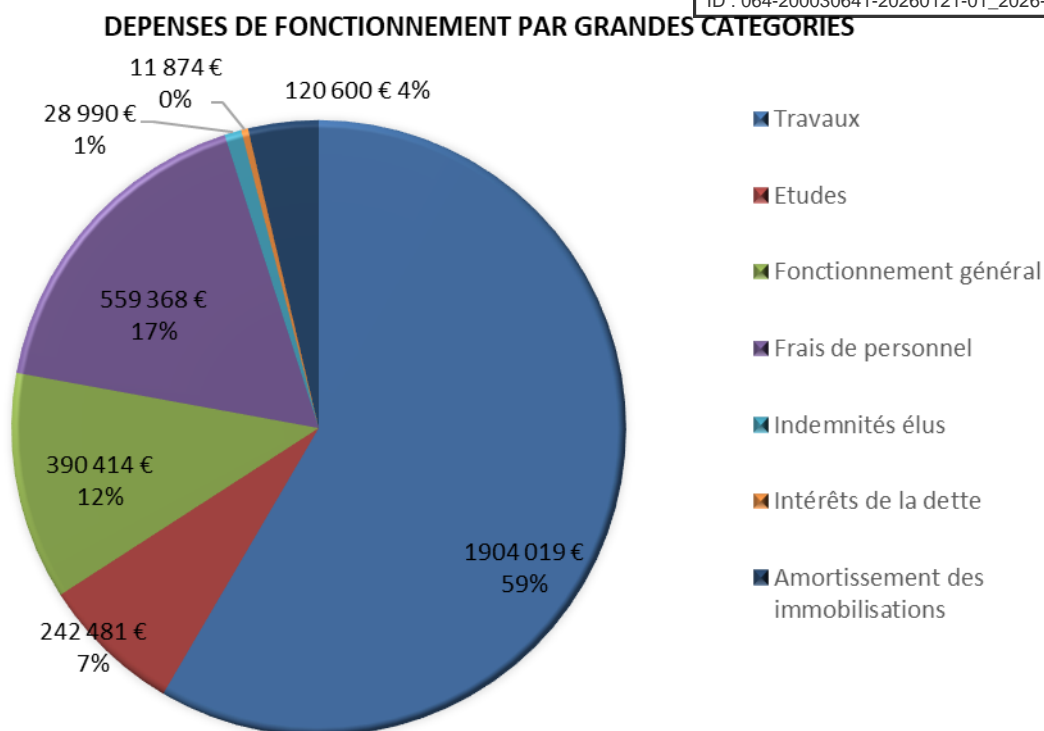
- S'agissant des études imputées en section de fonctionnement, les dépenses réalisées par « opération » sont présentées dans le Tableau 5 :

Tableau 5 : Dépenses d'études imputées au 617

Libellé des études imputées au 617	Montant prévu au budget 2025	Dépenses réalisées
PPG Ousse	0,00 €	703,08 €
PPG Beez Ouzom	0,00 €	1 816,92 €
Etude biodiversité DIG Juscle	58 890,00 €	22 222,50 €
Etude hydraulique Juscle aval	105 257,40 €	92 702,47 €
Etude prolongement risberme Luzoué	63 883,50 €	27 430,50 €
Etude hydraulique Ousse	28 284,00 €	6 600,00 €
Etude de régularisation des ouvrages de Rontignon, Narcastet, Uzos et Mazères – lot 1	14 803,20 €	0,00 €
Etude de régularisation des ouvrages Agle et Aulouze - lot 5	19 080,00 €	16 063,50 €
Complément étude TS gave de Pau	19 648.80	0,00 €
Etude DIG gave	260 000,00€	32 124,00 €
Etude Clamondé Castetis	0,00 €	28 800,00 €
Etude EDD Mazères-Lezons	0,00 €	1 500,00 €
Etude reprise et vérification modèles hydrauliques gave territoire CAPBP et CCLO		10 838,42 €
Etude digue d'Abidos	0,00 €	1 020,00 €
Sans affectation	1 076 287,49 €	660,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 646 134,39 €</b>	<b>242 481,39 €</b>

- Les charges de personnel et frais assimilés (chapitre 012) regroupent toutes les dépenses de personnel qu'il soit titulaire ou contractuel : salaires, cotisations (URSSAF, retraite...). Elles représentent 17 % des dépenses réelles de fonctionnement réalisées en 2025.
- Les autres charges de gestion courante (chapitre 65) représentent 2,9 % des dépenses réelles de fonctionnement réalisées et se composent essentiellement des indemnités versées aux élus (1%) et d'une écriture d'ordre pour régulariser les comptes débiteurs de la classe 7.
- Les charges financières (chapitre 66) correspondent aux intérêts des prêts en cours, avec la reprise au 1<sup>er</sup> janvier 2019 de tous les emprunts des syndicats absorbés par le SMBGP. Elles représentent 1,3 % des dépenses réelles de fonctionnement réalisées.
- Les opérations d'ordre de transfert entre sections (chapitre 042) correspondent aux amortissements des immobilisations.

Pour une meilleure lisibilité, les dépenses de fonctionnement sont illustrées sur la Figure 2 par grande nature de dépense plutôt que par chapitres.



*Figure 2 : Dépenses de fonctionnement 2025 par grandes catégories*

### 3.2- Les recettes de fonctionnement 2025

Le Tableau 6 présente l'exécution des recettes de la section de fonctionnement par chapitre budgétaire :

*Tableau 6 : Recettes de fonctionnement 2025 par chapitre*

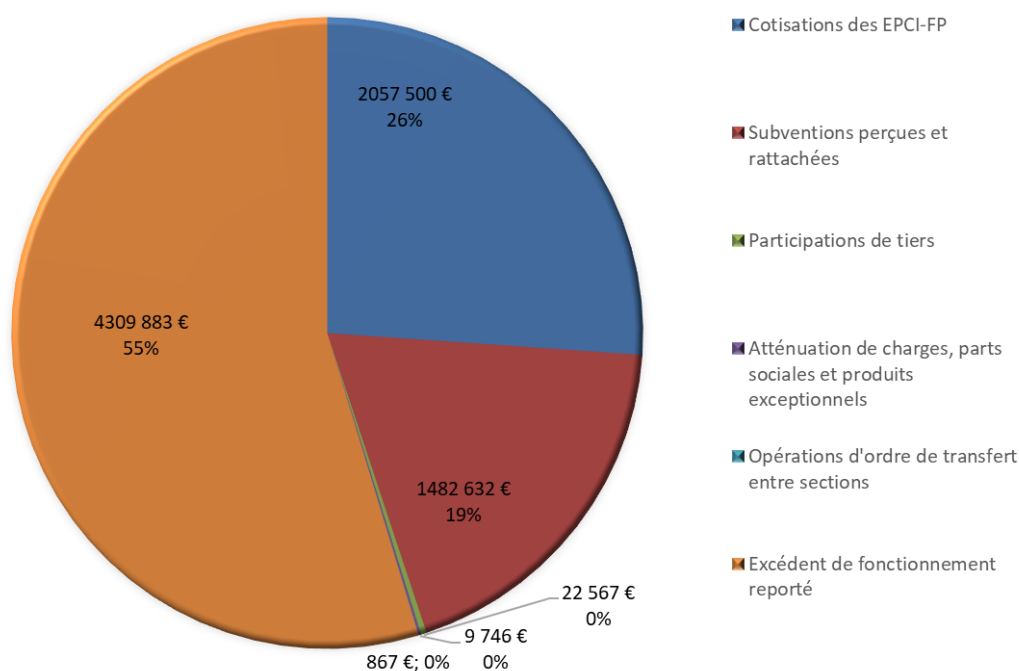
Chapitres	Budget 2025 (pour mémoire)	Réalisé		
		Titres émis	Titres rattachés	Total
013 - Atténuation de charges	6 000,00 €	9 432,19 €		9 432,19 €
70 - Produits des services, domaines et ventes diverses	30 700,00 €	12 800,00 €		12 800,00 €
74 - Dotations, subventions et participations	2 274 460,00 €	1 565 409,00 €	1 769 873,00 €	3 335 282,00 €
75 - Autres produits de gestion courante	6,00 €	1,06 €		1,06 €
76 – Produits financiers	0,00 €	0,00 €		0,00 €
<b>Total des recettes de gestion courante</b>	<b>2 311 166,00 €</b>	<b>1 587 642,25 €</b>	<b>1 769 873,00 €</b>	<b>3 357 515,25 €</b>
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	853,04 €	853,04 €		853,04 €
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>	<b>853,04 €</b>	<b>853,04 €</b>		<b>853,04 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>6 733 976,88 €</b>	<b>1 588 495,29 €</b>	<b>1 769 873,00 €</b>	<b>3 358 368,29 €</b>
Pour info, R002 Excédent de fonctionnement reporté N-1	4 421 957,84 €			



- Les recettes d'atténuation de charges (chapitre 013) se composent des titres restaurant laissée à la charge des agents constituant une atténuation de charges. Elles représentent 0,28 % des recettes réelles de fonctionnement réalisées.
- Les produits des services, domaines et vente diverses (chapitre 70) représentent 0,38 % des recettes réelles de fonctionnement réalisées. Ces produits correspondent :
  - à la participation financière du Pays de Lourdes et des Vallées des Gaves et de l'Institution Adour pour l'étude d'opportunité de la mise en place d'une démarche de gestion intégrée et concertée du bassin du gave de Pau.
  - à la participation financière des communes pour la pose des repères de crue sur leur territoire.
- Les dotations, subventions et participations (chapitre 74) représentent 99,34 % des recettes réelles de fonctionnement réalisées et sont constituées de :
  - 2 122,5 k€ de cotisations 2025 versées par les EPCI-FP
  - 1 212,7 k€ de subventions : 1 161,7 k€ de subventions de l'agence de l'eau Adour-Garonne, 50 k€ de subventions du fonds de prévention des risques naturels majeurs (fonds Barnier)
    - Dont 1 769,8 k€ de subventions restantes à percevoir (écritures de rattachement)
- Les autres produits de gestion courante (chapitre 75) se composent de l'arrondi de l'impôt sur le revenu prélevé à la source.
- Les opérations d'ordre de transfert entre sections (chapitre 042) correspondent à l'amortissement des subventions d'investissement perçues sur les exercices précédents.
- L'excédent de fonctionnement reporté (chapitre 002) est le résultat de fonctionnement 2024 repris au titre de l'exercice 2025.

Pour une meilleure lisibilité, les recettes de fonctionnement sont illustrées sur la Figure 3 par grande nature de recette plutôt que par chapitres.

#### RECETTES DE FONCTIONNEMENT PAR GRANDES CATEGORIES



*Figure 3 : Recettes de fonctionnement 2025 par grandes catégories*

## 4- Section d'investissement

### 4.1- Les dépenses d'investissement 2025

Le Tableau 7 présente l'exécution des dépenses de la section d'investissement par chapitres budgétaires :

*Tableau 7 : Dépenses d'investissement 2025 par chapitre*

Chapitres	Budget 2025 (pour mémoire)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12
20 - Immobilisations incorporelles	2 125 973,62 €	532 251,06 €	
21 - Immobilisations corporelles	198 000,00 €	68 618,33 €	
<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>2 323 973,62 €</b>	<b>600 869,39 €</b>	
16 - Emprunts et dettes assimilées	91 000,00 €	90 143,32 €	
27 - Autres immobilisations financières	3 000,00 €	2 360,00 €	
<b>Total des dépenses financières</b>	<b>94 000,00 €</b>	<b>92 503,32 €</b>	
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>2 417 973,62 €</b>	<b>693 372,71 €</b>	
45 – opération pour compte de tiers	48 642,51€	48 642,51 €	
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	853,04€	853,04 €	
041 – Opérations patrimoniales	10 864,20 €	9 132,00 €	
<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>60 359,75 €</b>	<b>58 627,55 €</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>2 478 333,37 €</b>	<b>752 000,26 €</b>	
Pour information R001 Déficit d'investissement reporté de N-1	0,00 €		

- Les dépenses réalisées au chapitre 20 (immobilisations incorporelles) représentent 70,39 % des dépenses réelles d'investissement réalisées, et correspondent essentiellement à des frais d'études (
- Tableau 8).

**Tableau 8 : Etudes d'investissement 2025 imputées au chapitre 20**

Libellé des études imputées au 2031	Montant prévu au budget 2025	Dépenses réalisées
Etude avant-projet digue de Bordes	216 315,00 €	69 422,10 €
Etude bassin écrêteur Luz de Labassère	56 400,00 €	56 400,00 €
Etude ouvrages Aressy-Meillon	151 357,13 €	37 545,24 €
Etude bassin écrêteur Abos Parbayse	262 020,00 €	143 597,26 €
Etude bassin écrêteur du Neez	162 402,00 €	32 633,64 €
Etude digue de Gelos	422 314,20 €	92 820,90 €
Etude mur anti-crue Nay	256 951,20 €	41 930,40 €
Etude Laà Mondrans	36 000,00 €	
Etude Mont-Gouze	100 000,00 €	
Etude digue Abidos	10 000,00 €	
Etude Saubagnac Puyoô-Ramous	263 904,00 €	8 292,00 €
Etude Escaraude Coarraze	74 547,60 €	24 306,60 €
Etude Bastarde et réouverture lit Baïse Lasseube	60 000,00 €	18 178,12 €
Etude Clamondé	45 000,00 €	(fonctionnement)
<b>TOTAL</b>	<b>1 921 211,13 €</b>	<b>529 326,26 €</b>

- Les immobilisations corporelles (chapitre 21) représentent 10 % des dépenses réelles d'investissement réalisées : 4 k€ pour l'acquisition de terrain, 6,5 k€ pour l'achat de matériel informatique, 8,7 k€ pour l'achat de mobilier et 49,2 k€ pour d'autres immobilisations corporelles (maquette inondation, échelles pédagogiques et capteurs)
- Les dépenses réalisées au chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » représentent 12 % des dépenses réelles d'investissement et correspondent au remboursement d'une partie du capital des différents emprunts des syndicats absorbés par le SMBGP.
- Les opérations d'ordre de transfert entre sections (chapitre 040) correspondent à l'amortissement des subventions perçues sur les exercices précédents.
- Les opérations patrimoniales (chapitre 041) correspondent principalement à l'intégration de frais d'études aux travaux.
- Dans le chapitre 45 (comptabilité distincte rattachée), qui représente 7 % des dépenses réelles d'investissement, sont imputées les dépenses liées à l'opération pour compte de tiers (OPCT). Il s'agit de la mission de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la DDTM pour les travaux de gestion du Domaine Public Fluvial du gave de Pau. (48,6 k€)

Les dépenses d'investissement sont illustrées sur la Figure 4 par grandes natures de dépenses plutôt que par chapitre :

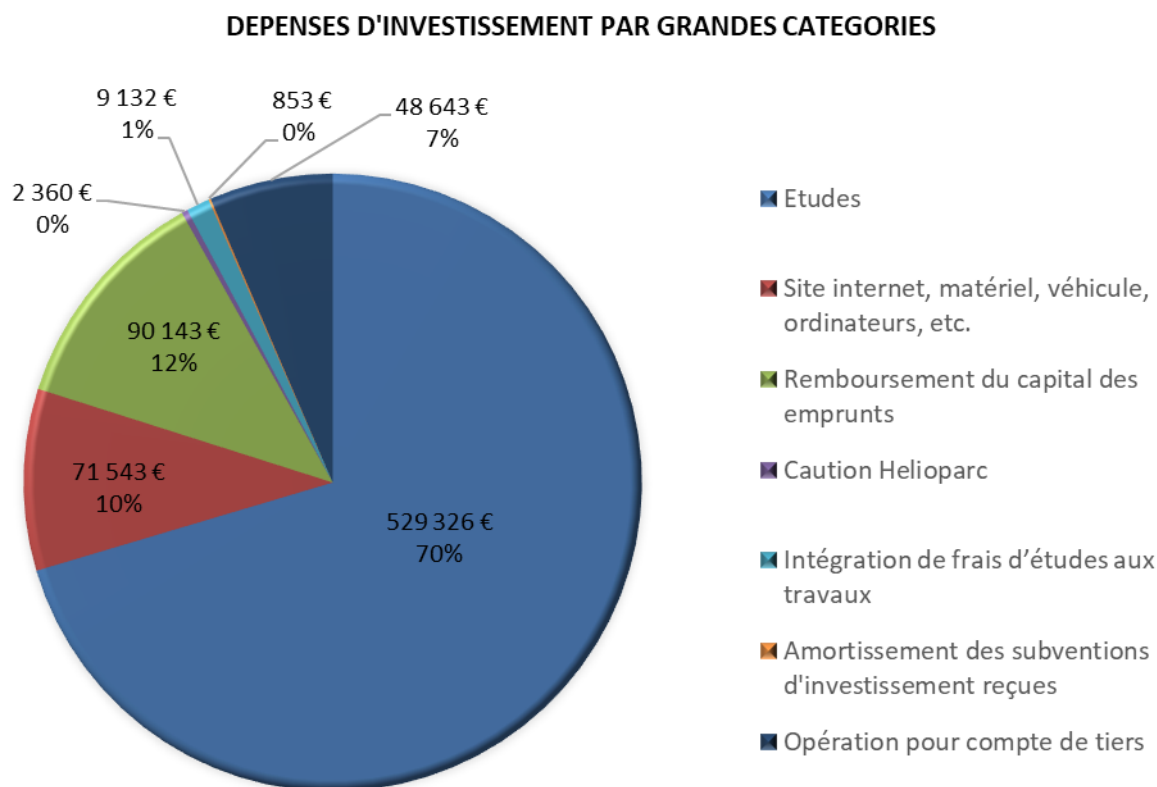


Figure 4 : Dépenses d'investissement 2025 par grandes catégories

## 4.2- Les recettes d'investissement 2025

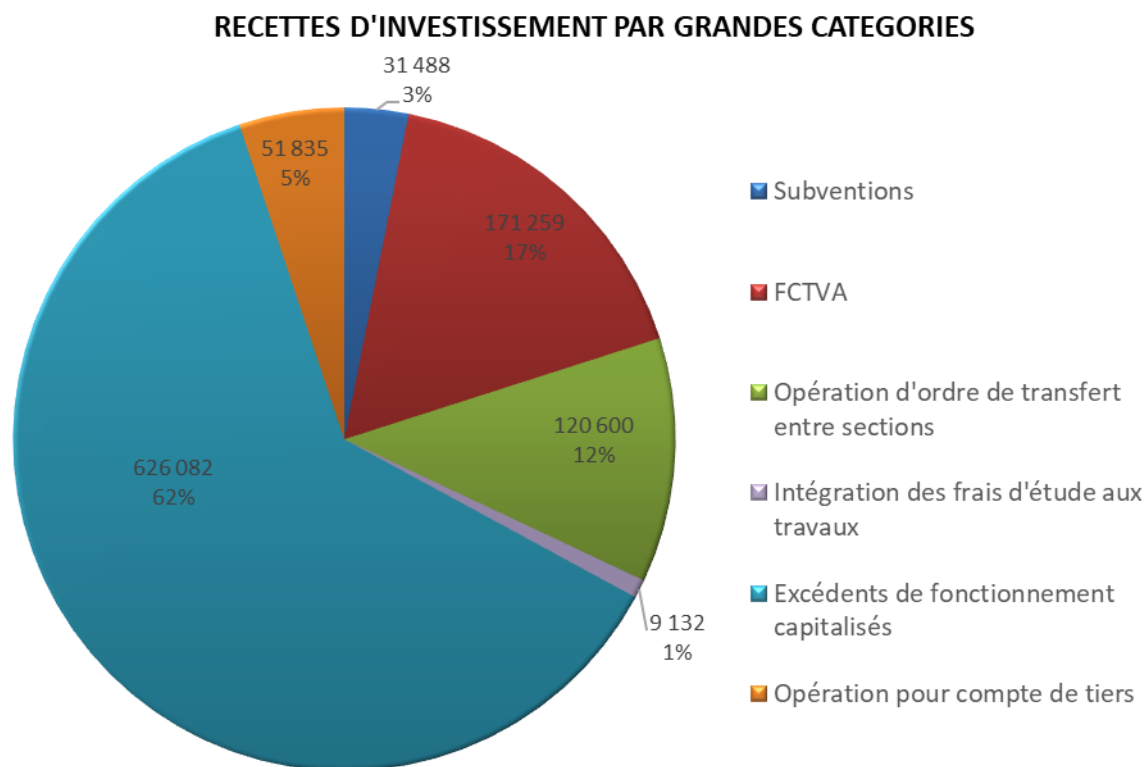
Le Tableau 9 présente l'exécution des recettes de la section d'investissement par chapitres budgétaires :

*Tableau 9 : Recettes d'investissement 2025 par chapitres*

Chapitres	Budget 2025 (pour mémoire)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12
13 - Subventions d'investissement reçues	450 670,49 €	31 488,12 €	
<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>450 670,49 €</b>	<b>31 488,12 €</b>	
10 - Dotations, fonds divers et réserves	770 668,38 €	797 341,47 €	
<b>Total des recettes financières</b>	<b>770 668,38 €</b>	<b>797 341,47 €</b>	
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>1 221 338,87 €</b>	<b>828 829,59 €</b>	
021- Virement de la section de fonctionnement	953 321,23 €		
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	120 600,59 €	120 600,23 €	
041 – Opérations patrimoniales	10 861,20 €	9 132,00 €	
45 – Opération pour compte de tiers	51 834,51 €	51 834,51 €	
<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>1 136 617,53 €</b>	<b>181 566,74 €</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>2 478 333,37 €</b>	<b>1 010 396,33 €</b>	
Pour information R001 Excédent d'investissement reporté de N-1	120 373,97 €		

- Les titres émis au chapitre 13 (31,4 k€) correspondent à des subventions du fonds Barnier perçus pour l'action 2.1 – surveillance.
- Les recettes réalisées au chapitre 10 (dotations, fonds divers et réserves), correspondent au FCTVA (171,2 k€) ainsi qu'à l'excédent de fonctionnement capitalisé (626 k€).
- Les opérations d'ordre de transfert entre sections (chapitre 040) intègrent les recettes liées aux amortissements des immobilisations.
- Les opérations patrimoniales (chapitre 041) correspondent principalement à l'intégration de frais d'études aux travaux.
- Dans le chapitre 45 (comptabilité distincte rattachée), qui représente 4,07 % des recettes réelles d'investissement, sont imputées les recettes liées aux OPCT réalisées par le Syndicat (48,6 k€ avec la DDTM pour la gestion du domaine public fluvial ) et 3 192 € pour la régularisation d'une OPCT de 2023.

Les recettes d'investissement sont illustrées sur la Figure 5 par grande nature de recettes plutôt que par chapitre :



*Figure 5 : Recettes d'investissement 2025 par grandes catégories*

## 5- Structure et gestion de la dette

La substitution du SMBGP aux syndicats dissouts (SIGP, SIAHBO, SIVU de Régulation des eaux, SIVU des Baïses, SIVU du Lagoin, Syndicat de l'Agle et de l'Aulouze) par transfert à ce dernier de l'intégralité de leurs compétences a entraîné la reprise par le SMBGP de tous les emprunts desdits syndicats.

Par ailleurs, la mise à disposition de certains ouvrages par les EPCI-FP adhérents a impliqué une reprise par le SMBGP des emprunts attachés à ces ouvrages et un remboursement aux EPCI-FP concernés des échéances d'emprunt mandatées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Au cours de l'année 2024, le SMBGP a repris deux emprunts du SIDIL auprès de la CCPN.

Le capital restant dû au 31 décembre 2025 s'élève à 376 299,92 €.

Le besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de la dette est le suivant :

*Tableau 10 : Perspectives d'évolution du besoin de financement annuel*

Année	Capital de départ	Capital	Intérêts	Total versement	Capital restant
2025	466 443,22 €	90 143,35 €	12 330,19 €	102 473,54 €	376 299,87 €
2026	376 299,87 €	89 863,45 €	9 633,61 €	99 497,06 €	286 436,42 €
2027	286 436,42 €	82 555,74 €	7 051,25 €	89 606,99 €	203 880,68 €
2028	203 880,68 €	73 423,30 €	4 778,85 €	78 202,15 €	130 457,38 €
2029	130 457,38 €	57 614,73 €	3 065,10 €	60 679,83 €	72 842,65 €
2030	72 842,65 €	32 588,50 €	1 836,50 €	34 425,00 €	40 254,15 €
2031	40 254,15 €	13 591,12 €	1 206,68 €	14 797,80 €	26 663,03 €
2032	26 663,03 €	13 966,34 €	831,46 €	14 797,80 €	12 696,69 €
2033	12 696,69 €	6 201,29 €	483,31 €	6 684,60 €	6 495,40 €
2034	6 495,40 €	6 495,40 €	189,17 €	6 684,57 €	- €
<b>Total</b>		<b>575 651,04 €</b>	<b>56 955,05 €</b>	<b>632 606,09 €</b>	

## 6- Agrégats financiers et ratios légaux

---

Au 31 décembre 2025 :

- L'épargne de gestion, qui correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors charges d'intérêts, est égale à 112 768,19 €.
- L'épargne brute, ou capacité d'autofinancement, qui est égale à la différence entre l'épargne de gestion et le remboursement des intérêts de la dette, représente 100 893,89 €. Cet indicateur rend compte de la situation financière de la collectivité en mesurant sur une année la capacité de la collectivité à investir ou à couvrir le remboursement des emprunts existants.
- L'épargne nette représente 9 893,89 €.
- La capacité de désendettement, qui permet de mesurer le nombre d'années nécessaires pour rembourser la totalité du stock de dette, dans l'hypothèse où la collectivité y affecterait l'ensemble de son épargne, est de 3,73.
- Le solde de la section d'investissement est positif (+258,3 k€).

S'agissant des ratios légaux relatifs aux EPCI non dotés d'une fiscalité propre et comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus :

- Les dépenses d'exploitation (dépenses réelles de fonctionnement, déduction faite des intérêts versés et des transferts versés) représentent 99,6 % des dépenses réelles de fonctionnement ;
- Les produits d'exploitation et de domaine (recettes provenant de l'activité de l'organisme) représentent 0,6 % des recettes réelles de fonctionnement
- Les transferts reçus (remboursements, subventions de fonctionnement et participations) représentent 99,4 % des recettes réelles de fonctionnement
- Le ratio « emprunt réalisé/dépenses d'équipement brut » est égal à 2,85.
- L'encours de dette au 31/12/2025 représente 376 299,87 €



## 7- Effectifs de la collectivité et charges de personnel

---

Au 31/12/2025, l'équipe du Syndicat est constituée :

- du directeur,
- d'un ingénieur GeMAPI,
- d'une chargée d'opérations prévention des inondations
- de trois techniciens GeMAPI,
- d'une chargée de mission responsable du Programmes d'Action et Prévention des inondations (PAPI)
- d'une chargée de mission PAPI,
- d'une responsable administrative, comptable et financière
- d'une animatrice Charte de gestion de la ressource en eau

Tous ces agents sont employés à temps complet.

Les charges de personnel ont représenté 559 k€ pour l'année 2025, comparé à 505 k€ pour l'année 2024

Les charges de personnel ont représenté 505 k€ pour l'année 2024, comparé à 435 k€ pour l'année 2023, soit une hausse de 10,69 % expliquée par le recrutement de l'animatrice Charte de gestion de la ressource en eau.

Pour l'année 2025, la subvention attendue de l'agence de l'eau Adour Garonne pour couvrir les charges du personnel s'élève à 287 k€, soit 51,34 % des charges de personnel (subvention non perçue entièrement pour le moment, attente rapport activité 2025 pour demande de solde). L'animation du PAPI est également subventionnée par le fonds Barnier et l'agence de l'eau Adour Garonne.

## 8- Synthèse

Le volume de travaux a augmenté de 34,67 % par rapport à l’année précédente : 1 904 k€ en 2025 contre 1 413 k€ en 2024. Ceci s’explique notamment par le paiement de création de la risberme du Loulié et de la ZEC du Luzoué.

Le programme d’études a diminué : 687 k€ en 2024 contre 242 k€ en 2025, soit une baisse de 64,75 %. Cela s’explique par le fait que toutes les études en cours ne sont pas soldées à ce jour.

La Figure 6 met en perspective les réalisations 2024 et 2025 des travaux :

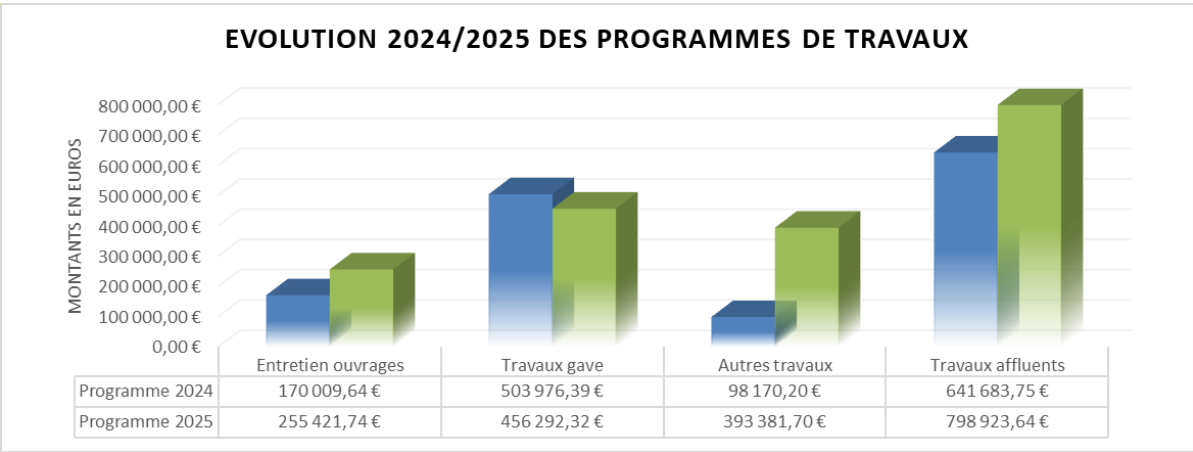


Figure 6 : Evolution 2024/2025 des programmes de travaux

S’agissant du programme d’études, la Figure 7 met en perspective les réalisations 2024 et 2025 :

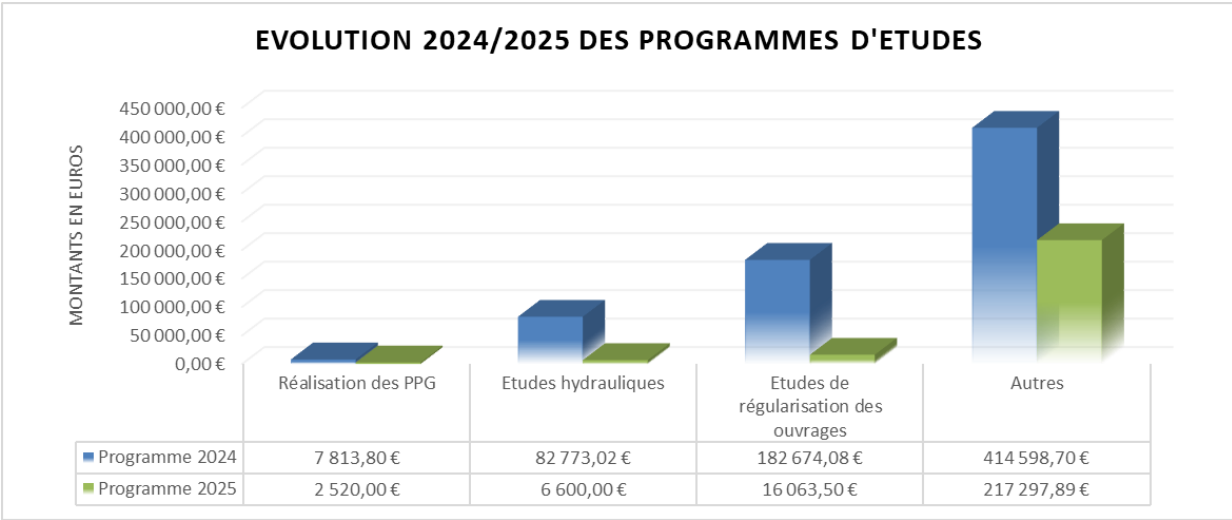


Figure 7 : Evolution 2024/2025 des programmes d’études

